



Pour le bureau local **FO JUSTICE**, la situation au sein de notre établissement est devenue intenable. Comme dans l'ensemble des prisons françaises, nous faisons face à une surpopulation carcérale galopante, avec des chiffres qui battent des records mois après mois. Notre établissement, conçu pour en accueillir bien moins, a dépassé les 900 détenus depuis longtemps. **Le seuil effrayant des 1 000 va-t-il être atteint ?**

Des cellules prévues pour deux... occupées par trois

La multiplication des matelas au sol (**41 à ce jour**) et des cellules triplées est devenue notre quotidien. Cette promiscuité imposée engendre tensions, frustrations et violences, accentuées par l'arrivée des premières chaleurs estivales. **Chaque jour, des incidents éclatent** : refus d'affectation, demandes impossibles de cohabitation choisie entraînant des mises en prévention inévitables. Pendant ce temps, les personnels de tous grades, livrés à eux-mêmes, font face tant bien que mal à cette tension permanente.



Des agents à bout de souffle

La gestion de cette crise chronique repose sur des équipes déjà épuisées, confrontées à une charge de travail insoutenable qui s'accroît au gré des nouveaux effets de mode, sans moyens supplémentaires pour y parvenir. En effet, le sous-effectif devient la norme. **L'administration n'a ni les moyens matériels, ni les capacités de formation pour combler un déficit devenu abyssal.** Résultat : maladies, burn-out, blessures, épuisement généralisé. Un cercle vicieux qui aggrave davantage une situation très alarmante. **L'absentéisme atteint des sommets et les présents triment double !**



Le personnel administratif sacrifié lui aussi

Il serait dangereux d'oublier les personnels administratifs, également en souffrance. Ils subissent tous, eux aussi, les conséquences de cette surpopulation. Des services comme le Greffe, essentiels au bon fonctionnement judiciaire, tournent en sous-effectif régulièrement. **Quand la charge devient écrasante, les erreurs ne sont plus des hypothèses, mais des bombes à retardement.** On ne salue pas officiellement le dévouement des agents aujourd'hui, mais si l'erreur fatale venait à survenir demain, une tête tombera à coup sûr pour porter la responsabilité d'une situation pourtant inacceptable. **Cette épée de Damoclès plane comme un couperet au-dessus des agents et leur pèse au quotidien.**



Une politique pénitentiaire à la dérive

Depuis le drame d'Incarville, le sentiment d'abandon est total. Seuls semblent compter les QLCO et les missions extérieures. **Pendant ce temps, les détentions qui concernent pourtant la masse des personnels, s'enfoncent.** Dans ces conditions, nous nous opposons à toutes prises de fonctions anticipées de nos agents vers le CP Vendin ! Une douzaine d'agents en moins serait impensable !

L'enveloppe allouée à la DISP de Lille pour sécuriser les QI fléchés « crim org » est dérisoire : un pansement sur une jambe de bois. **L'administration pénitentiaire est toujours dans la réaction et n'anticipe rien, car elle n'a pas de vision à moyen-long terme.** C'est all-in sur l'actualité et peanuts pour le reste. Pour générer les frustrations et fracturer l'unité, on ne fait pas mieux !

Il est temps de choisir une direction claire

Si l'État n'a plus les moyens d'incarcérer dans des conditions dignes et sécurisées, qu'il le dise et l'assume clairement. **La solution ne peut pas être de faire reposer l'intégralité d'un système défaillant sur des personnels au bout du rouleau.**

IL FAUT :

- Créer de nouvelles places de détention rapidement
- Vider les prisons par des mesures exceptionnelles, comme cela a été fait pendant la crise COVID
- Développer massivement les alternatives à l'incarcération
- Sécuriser les établissements
- Recruter et former dans tous les corps de métier

POUR CHACUN DE SES POINTS, FO JUSTICE A ÉTÉ FORCE DE PROPOSITION ET CONTINUE DE L'ÊTRE, NATIONALEMENT ET RÉGIONALEMENT !

N'attendez plus des drames pour agir

Le tableau qui dépeint si tristement Annœullin reflète une grande majorité des établissements pénitentiaires français. La situation actuelle est le reflet d'un échec patent de l'administration pénitentiaire. **Il est urgent de reprendre la main, de faire des choix courageux et d'assumer les responsabilités qui incombent à l'État, car aujourd'hui, CE SONT LES PERSONNELS QUI TRINQUENT DANS UN NAVIRE QUI N'A PLUS DE BOUSSOLE DEPUIS LONGTEMPS.**



Le bureau local FO Justice – le 3 juin 2025

